

Questions orales

LE COMMONWEALTH

LES ÎLES FIDJI—LA SITUATION APRÈS LE COUP D'ÉTAT

M. Barry Turner (Ottawa—Carleton): Monsieur le Président, ma question s'adresse au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. En tant que membre du Commonwealth des nations, le Canada continue à jouer un rôle de premier plan très important au sein de cet auguste organisme. Un autre pays membre du Commonwealth, les îles Fidji, a récemment connu des bouleversements importants.

Le premier ministre pourrait-il faire le point à la Chambre sur l'évolution de la situation à Fidji après le coup d'État du 14 mai? Estime-t-il que les Canadiens peuvent se rendre aux îles Fidji en voyage d'affaires ou en vacances sans courir de risques?

Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur le Président, j'ai eu l'occasion de rencontrer la semaine dernière un représentant du gouverneur général de Fidji qui m'a présenté les grandes lignes des plans que le gouverneur général met en oeuvre pour assurer une réconciliation nationale et rétablir le fonctionnement de la démocratie parlementaire à Fidji. À notre avis, ces plans ont de bonnes chances de réussir. Je profite de cette occasion pour exprimer l'appui sans réserve du Canada à ces plans du gouverneur général.

Pour ce qui est de la sécurité des Canadiens, j'ai étudié la question. Je ne vois strictement aucune raison d'inquiétude pour les Canadiens qui voudraient se rendre à Fidji.

M. le Président: La dernière question sera pour le député de Notre-Dame-de-Grâce—Lachine-Est.

* * *

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

LE NICARAGUA—L'ATTAQUE DES CONTRAS CONTRE UN PROJET DE DÉVELOPPEMENT CANADIEN

L'hon. Warren Allmand (Notre-Dame-de-Grâce—Lachine-Est): Monsieur le Président, ma question s'adresse au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Le 1^{er} juin, j'ai demandé au ministre d'émettre des protestations à la suite de l'attaque que les Contras, qui sont soutenus par les Américains, ont lancée contre le projet des Agriculteurs canadiens pour la paix au Nicaragua, et de faire adopter à la Chambre une résolution exigeant l'arrêt des attaques contre les projets de développement civils. Maintenant qu'il a rencontré le secrétaire américain, M. Schultz, à ce sujet, le ministre va-t-il présenter cette résolution aujourd'hui ou demain?

Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur le Président, comme je l'avais dit, j'ai abordé cette question avec M. Shultz lorsque nous nous sommes rencontrés à Reykjavik. Je lui ai demandé des précisions au sujet de cette attaque et il s'est engagé à me communiquer les renseignements en la possession des États-Unis.

Je ne suis pas en mesure d'accéder à la demande du député aujourd'hui ou demain, en tout cas pas avant d'avoir pu examiner moi-même les preuves qui doivent nous être fournies.

LES ATTAQUES CONTRE DES COOPÉRATIVES AGRICOLES

L'hon. Warren Allmand (Notre-Dame-de-Grâce—Lachine-Est): Monsieur le Président, le ministre n'ignore pas que la situation ne s'est guère améliorée au Nicaragua. La semaine dernière, deux autres coopératives agricoles ont été attaquées. Les pourparlers de paix que le président Arias, du Costa Rica, a proposés, ont été annulés à la suite des pressions exercées par les États-Unis. Le gouvernement et le Parlement ne peuvent-ils pas faire davantage pour mettre un terme à ces interventions scandaleuses et cruelles dans ce petit pays?

Des voix: Bravo!

Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur le Président, il est vrai que la prochaine étape du plan proposé par Arias a été pour le moins retardée. Je ne pense pas que les causes de ce retard soient aussi évidentes que le député le laisse entendre.

Je continue à croire que le gouvernement canadien doit centrer ses efforts sur les choses qu'il peut faire au lieu de se contenter d'émettre de véhémentes protestations. C'est pourquoi nous avons travaillé avec autant d'énergie dans le cadre du groupe de Contadora.

Je dois dire, cependant, que j'ai été scandalisé cette attaque contre un projet d'aide canadienne au cours de laquelle des enfants ont perdu la vie. Le gouvernement américain peut-être certain que les Canadiens trouvent ce genre d'action absolument révoltante.

M. Waddell: Une brève question supplémentaire, monsieur le Président.

M. le Président: Je regrette, mais la période des questions est terminée.

Je tiens à signaler que le député de Skeena m'a donné avis d'une question de privilège que je vais entendre. Ensuite, la députée de Hamilton-Est invoquera le Règlement. Et après je rendrai une décision au sujet d'une question qui remonte à plusieurs semaines.